



THE APPROPRIATION ACT, 2023

**LOI DE 2023 PORTANT
AFFECTATION DE CRÉDITS**

STATUTES OF MANITOBA 2023

LOIS DU MANITOBA 2023

Chapter 3

Chapitre 3

Bill 42
5th Session, 42nd Legislature

Assented to May 23, 2023

Projet de loi 42
5^e session, 42^e législature

Date de sanction : 23 mai 2023

CHAPTER 3

THE APPROPRIATION ACT, 2023

(Assented to May 23, 2023)

HIS MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

"appropriation" means a sum voted for operating expenditures, capital investment or loans and guarantees as set out in the Estimates. (« crédit »)

"Estimates" means the Manitoba Estimates of Expenditure for the 2023-2024 fiscal year as tabled in the Assembly. (« budget »)

"2023-2024 fiscal year" means the period beginning April 1, 2023, and ending March 31, 2024. (« exercice 2023-2024 »)

Expenditure authority — operating

2(1) For the 2023-2024 fiscal year, operating expenditures of up to \$16,802,673,000 may be incurred for the public service according to the appropriations set out in Part A of the Estimates and summarized in the Schedule.

CHAPITRE 3

LOI DE 2023 PORTANT AFFECTATION DE CRÉDITS

(Date de sanction : 23 mai 2023)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **budget** » Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice 2023-2024 déposé à l'Assemblée législative. ("Estimates")

« **crédit** » Somme votée pour les dépenses de fonctionnement, les investissements en immobilisations, les prêts ou les garanties prévus dans le budget. ("appropriation")

« **exercice 2023-2024** » La période débutant le 1^{er} avril 2023 et se terminant le 31 mars 2024. ("2023-2024 fiscal year")

Dépenses de fonctionnement

2(1) Pour l'exercice 2023-2024, des dépenses de fonctionnement maximales de 16 802 673 000 \$ peuvent être engagées pour l'administration publique en conformité avec les crédits prévus à la partie A du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Expenditure authority — capital investment

2(2) For the 2023-2024 fiscal year, up to \$1,002,855,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to capital investment according to the appropriations set out in Part B of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditure authority — loans and guarantees

2(3) For the 2023-2024 fiscal year, up to \$494,794,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to loans and guarantees according to the appropriations set out in Part C of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditure authority — capital investment by other reporting entities

2(4) For the 2023-2024 fiscal year, up to \$913,907,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to capital investments by other reporting entities according to the appropriations set out in Part D of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditures by responsible department

3 An operating expenditure, capital investment, loan or guarantee authorized by this Act may be made by the Crown through any government department that, during the 2023-2024 fiscal year, has become responsible for the program or activity that includes that expenditure, investment, loan or guarantee.

Limit on expenditures for inventory

4 Up to \$50,000,000 may be paid out of the Consolidated Fund in the 2023-2024 fiscal year for the purpose of developing or acquiring inventory to be disposed of in a subsequent year.

Investissements en immobilisations

2(2) Pour l'exercice 2023-2024, une somme maximale de 1 002 855 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux investissements en immobilisations en conformité avec les crédits prévus à la partie B du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Prêts et garanties

2(3) Pour l'exercice 2023-2024, une somme maximale de 494 794 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux prêts et aux garanties en conformité avec les crédits prévus à la partie C du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Investissements en immobilisations d'autres entités comptables

2(4) Pour l'exercice 2023-2024, une somme maximale de 913 907 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux investissements en immobilisations d'autres entités comptables en conformité avec les crédits prévus à la partie D du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Dépenses effectuées par le ministère responsable

3 Toute dépense de fonctionnement ou garantie ou tout investissement en immobilisations ou prêt qu'autorise la présente loi peuvent être effectués par l'État par l'intermédiaire du ministère du gouvernement qui, au cours de l'exercice 2023-2024, est devenu responsable de l'activité ou du programme auxquels se rattache cette dépense ou garantie ou cet investissement ou ce prêt.

Plafond des dépenses liées à un inventaire

4 Une somme maximale de 50 000 000 \$ peut être payée sur le Trésor au cours de l'exercice 2023-2024 afin que soit acquis ou aménagé un inventaire devant faire l'objet d'une aliénation au cours d'un exercice subséquent.

Limit on payments for certain long-term liabilities

5 Up to \$325,000,000 may be paid out of the Consolidated Fund in the 2023-2024 fiscal year for the purpose of reducing or eliminating a long-term liability previously accrued under section 66 of *The Financial Administration Act*.

Limit on commitments to future expenditures

6 The commitments made in the 2023-2024 fiscal year under section 45 of *The Financial Administration Act* to ensure completion of projects or contracts initiated in the year must not exceed \$2,000,000,000.

Additional authority for loans and guarantees

7 Until changed by another Act of the Legislature, the total of the loans and guarantees that the government provides under section 63 of *The Financial Administration Act* in a fiscal year must not exceed \$400,000,000.

Transfer re 2023-2024 fiscal year appropriations for capital investment

8(1) For the 2023-2024 fiscal year, Treasury Board may authorize the Minister of Finance to direct the transfer of an amount of an appropriation in Part B of the Estimates or Part D of the Estimates that has not been expended within a service heading if each of the following conditions is met:

1. The amount transferred is not more than 25% of the amount voted for the appropriation.
2. The amount is transferred to an appropriation in Part B of the Estimates or Part D of the Estimates, as the case may be, in respect of one or more of the following departments and purposes:
 - (a) Education and Early Childhood Learning, to support the acquisition, construction or alteration of, or other capital investment in, one or more school buildings;

Plafond des paiements liés à certaines dettes à long terme

5 Une somme maximale de 325 000 000 \$ peut être payée sur le Trésor au cours de l'exercice 2023-2024 afin que soit réduite ou éliminée une dette à long terme constatée antérieurement en vertu de l'article 66 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Restriction relative aux engagements futurs

6 Le montant des engagements pris au cours de l'exercice 2023-2024 en vertu de l'article 45 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin que soit garanti le parachèvement de projets ou de contrats dont l'exécution a été entreprise pendant l'exercice ne peut excéder 2 000 000 000 \$.

Pouvoir supplémentaire en matière de prêts et de garanties

7 Le total des prêts et des garanties que le gouvernement accorde en vertu de l'article 63 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* au cours d'un exercice ne peut excéder 400 000 000 \$, à moins qu'une autre loi de la Législature prévoit un autre montant.

Transfert des crédits prévus pour les investissements en immobilisations pour l'exercice 2023-2024

8(1) Pour l'exercice 2023-2024, le Conseil du Trésor peut autoriser le ministre des Finances à ordonner le transfert d'une somme provenant de la partie d'un crédit prévu à la partie B ou D du budget qui n'a pas déjà été dépensée au titre de l'intitulé d'un crédit si les conditions qui suivent sont réunies :

1. La somme transférée n'est pas supérieure à 25 % de la somme qui a été votée pour le crédit.
2. La somme est transférée vers un crédit prévu à la partie B ou D du budget à une ou plusieurs des fins indiquées à l'égard des ministères suivants :
 - a) le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance, pour appuyer l'acquisition, la construction ou la modification de bâtiments scolaires ou d'autres investissements en immobilisations en matière de bâtiments scolaires;

- (b) Health, to support the health capital program;
 - (c) Families, to support the acquisition, construction or alteration of, or other capital investment in, public housing;
 - (d) Transportation and Infrastructure, to support the construction of, or other capital investment in, provincial infrastructure assets.
3. The department that receives the amount transferred has insufficient expenditure authority for the purpose otherwise.

b) le ministère de la Santé, pour appuyer le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé;

c) le ministère des Familles, pour appuyer l'acquisition, la construction ou la modification de logements sociaux ou d'autres investissements en immobilisations en matière de logements sociaux;

d) le ministère du Transport et de l'Infrastructure, pour appuyer la construction d'actifs généraux provinciaux ou d'autres investissements en immobilisations en matière d'actifs généraux provinciaux.

3. Sans le transfert, les dépenses qu'est autorisé à engager le ministère devant recevoir la somme transférée seraient insuffisantes pour les fins prévues.

Non-application

8(2) Subsection (1) does not apply to the appropriation in Part D of the Estimates within the service heading "Municipal Relations".

Non-application

8(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux crédits prévus à la partie D du budget au titre de l'intitulé du crédit « Relations avec les municipalités ».

Transfer exception to any other authorization

8(3) Subsection (1) applies despite clause 34(a) of *The Financial Administration Act* or any other Act of the Legislature that authorizes money to be paid out of the Consolidated Fund.

Caractère exceptionnel du transfert

8(3) Le paragraphe (1) s'applique par dérogation à l'alinéa 34a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou à toute autre loi de la Législature qui permet de prélever des sommes sur le Trésor.

Report in public accounts

8(4) The net effect of all transfers made under subsection (1) must be reported in the public accounts, as defined in section 1 of *The Financial Administration Act*, for the 2023-2024 fiscal year.

Mention dans les comptes publics

8(4) Le résultat net des transferts effectués au titre du paragraphe (1) est consigné dans les comptes publics, au sens de l'article 1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour l'exercice 2023-2024.

Interim authority subsumed

9(1) The authority provided by this Act subsumes the authority provided for in *The Interim Appropriation Act, 2023*.

Inclusion du pouvoir provisoire

9(1) Le pouvoir de dépenser prévu par la présente loi inclut le pouvoir de dépenser prévu par la *Loi de 2023 portant affectation anticipée de crédits*.

Repeal

9(2) *The Interim Appropriation Act, 2023*, S.M. 2023, c. 1, is repealed.

Coming into force

10 This Act comes into force on the day it receives royal assent.

Abrogation

9(2) *La Loi de 2023 portant affectation anticipée de crédits*, c. 1 des *L.M. 2023*, est abrogée.

Entrée en vigueur

10 La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

SCHEDULE
SUMMARY OF APPROPRIATIONS

2023-2024
\$(000s)

	Part A Operating Expenditures	Part B Capital Investment	Part C Loans and Guarantees	Part D Other Reporting Entities Capital Investment
Legislative Assembly	33,989	1,365	—	—
Executive Council	4,820	—	—	—
Advanced Education and Training	895,661	—	80,000	35,995
Agriculture	222,506	3,002	247,430	—
Consumer Protection and Government Services	444,812	56,200	—	62,071
Economic Development, Investment and Trade	186,568	—	35,000	—
Education and Early Childhood Learning	2,386,561	—	—	260,385
Employee Pensions and Other Costs	33,652	—	—	—
Environment and Climate	54,547	—	—	—
Families	2,249,113	—	15,000	67,000
Finance	53,889	—	—	—
Health	6,777,790	950	—	288,913
Indigenous Reconciliation and Northern Relations	38,357	—	—	—
Justice	767,992	5,037	—	—
Labour and Immigration	31,824	—	—	—
Mental Health and Community Wellness	439,282	—	—	1,600
Municipal Relations	406,508	1,725	117,364	90,548
Natural Resources and Northern Development	148,304	15,949	—	—
Public Service Commission	27,933	—	—	—
Seniors and Long-Term Care	93,271	—	—	—
Sport, Culture and Heritage	81,541	—	—	—
Transportation and Infrastructure	228,957	703,389	—	—
Enabling Appropriations	988,911	215,238	—	107,395
Emergency Expenditures	100,000	—	—	—
Tax Credits	105,885	—	—	—
TOTAL	16,802,673	1,002,855	494,794	913,907

ANNEXE
SOMMAIRE DES CRÉDITS

2023-2024
(milliers de \$)

	Partie A Dépenses de fonctionnement	Partie B Investissements en immobilisations	Partie C Prêts et garanties	Partie D Investissements en immobilisations d'autres entités comptables
Assemblée législative	33 989	1 365	—	—
Conseil exécutif	4 820	—	—	—
Éducation postsecondaire et Formation	895 661	—	80 000	35 995
Agriculture	222 506	3 002	247 430	—
Protection du consommateur et Services gouvernementaux	444 812	56 200	—	62 071
Développement économique, Investissement et Commerce	186 568	—	35 000	—
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 386 561	—	—	260 385
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	33 652	—	—	—
Environnement et Climat	54 547	—	—	—
Familles	2 249 113	—	15 000	67 000
Finances	53 889	—	—	—
Santé	6 777 790	950	—	288 913
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord	38 357	—	—	—
Justice	767 992	5 037	—	—
Travail et Immigration	31 824	—	—	—
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	439 282	—	—	1 600
Relations avec les municipalités	406 508	1 725	117 364	90 548
Ressources naturelles et Développement du Nord	148 304	15 949	—	—
Commission de la fonction publique	27 933	—	—	—
Aînés et Soins de longue durée	93 271	—	—	—
Sport, Culture et Patrimoine	81 541	—	—	—
Transport et Infrastructure	228 957	703 389	—	—
Crédits d'autorisation	988 911	215 238	—	107 395
Urgences diverses	100 000	—	—	—
Allègements fiscaux	105 885	—	—	—
TOTAL	16 802 673	1 002 855	494 794	913 907